

LE 19 MARS :

CONSTRUISONS UNE RIPOSTE D'AMPLEUR AUX ATTAQUES DU GOUVERNEMENT!

📢 Depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, le mécontentement s'étend dans tous les secteurs et se manifeste à travers tout le pays. Toutes et tous, salarié-es, précaires, retraité-es aspirent à plus de justice sociale et à vivre dignement.

📢 Le pouvoir d'achat est une préoccupation prégnante et revendiquer une augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux est bien légitime!

📢 Les menaces qui pèsent sur les services publics, année après année, fragilisent l'égalité entre les territoires et mettent à mal tout notre modèle social.

📢 La future réforme de la Fonction publique que tente d'imposer le gouvernement, c'est la fin du paritarisme et de toute transparence dans les mutations, les promotions. C'est une remise en cause sans précédent de nos statuts.



Dans l'Éducation, c'est la mise en place des réformes à marche forcée

A travers les réformes en cours, que ce soit dans le 1er et 2nd degré, Jean-Michel Blanquer instaure une idéologie libérale à tous les étages: une École pour les élites empreinte de tri social, de sélection, d'autoritarisme, de concurrence...Les réformes du lycée renforcent très fortement cette école de la sélection.

RETRAIT de la LOI BLANQUER

C'est une autre École que la CGT Éduc'action exige, une École émancipatrice, égalitaire et qualifiante!

Face à une attaque d'une telle ampleur dans le secteur de l'Éducation, face au projet de société que nous propose ce gouvernement, la CGT Educ'action appelle les personnels à se mobiliser !

Toutes et tous en grève le 19 mars



PUBLIC / PRIVE : TOUS ENSEMBLE LE 19 MARS 2019 !

Nos organisations CGT, FO, FSU et SOLIDAIRES de la Fonction publique s'inscrivent dans l'appel unitaire inter-professionnel pour faire du 19 mars prochain un temps fort de mobilisation.

Le Président de la République, le Premier ministre et le gouvernement, en accord avec le MEDEF, mettent en œuvre une politique ultralibérale. Celle-ci, multiplie les attaques contre les salariés, qu'ils soient du secteur privé ou du secteur public.

Les agents de la Fonction publique et leurs missions sont au cœur des visées régressives du pouvoir exécutif.

Après le retour du gel de la valeur du point qui entraîne des pertes de pouvoir d'achat sans précédent, la mauvaise compensation de la hausse de la CSG, le rétablissement du jour de carence injuste tant pour les salarié-e-s du privé que pour les agent-e-s public, pour ne s'en tenir à quelques exemples, voici un projet de loi dévastateur de contre réforme de la Fonction publique.

En démantelant les organismes consultatifs de la Fonction publique et en mettant en cause les mandats des représentants des personnels, en projetant un recours encore plus massif aux contractuels, synonyme de précarité accrue et d'affaiblissement de la garantie de neutralité des agents publics, en accentuant fortement les éléments individuels de rémunération ouvrant ainsi la porte à des pratiques clientélistes, ce projet de loi constitue une charge sans précédent contre le Statut Général des fonctionnaires.

Pire, en créant un arsenal de dispositions, notamment organisant la mobilité forcée, pour accompagner de nouvelles et massives suppressions d'emplois et favoriser l'abandon ou la privatisation de missions publiques, ce texte est également porteur de reculs très graves pour l'ensemble de la population aggravant encore les inégalités.

Tout cela se fait à la hussarde, dans un calendrier extrêmement resserré qui ne permet pas une concertation digne de ce nom – le texte pourrait être adopté dès juin au Parlement – et ce sans tenir compte des propositions et positions des organisations syndicales.

La coupe est plus que pleine : elle déborde ! L'heure est à la mobilisation de toutes et tous.

Pour :

- ★ Une augmentation générale et immédiate des salaires des agents de la Fonction publique.
- ★ Des mesures de rattrapage des pertes subies depuis des années.
- ★ Un plan de titularisation.
- ★ Des créations d'emplois statutaires partout où cela est nécessaire.
- ★ L'abrogation du jour de carence.
- ★ La revalorisation des pensions.
- ★ Le maintien et l'amélioration de notre régime particulier de retraite et du code des pensions civiles et militaires ainsi que de la CNRACL.
- ★ Le retrait du projet de loi au profit de mesure renforçant et rénovant le Statut général et permettant un meilleur fonctionnement des services publics.

Nos organisations CGT, FO, FSU et SOLIDAIRES appellent à faire du 19 mars une journée de mobilisations (grève, manifestations, rassemblements).

Cette journée s'inscrit dans un processus d'élévation du rapport de forces que nous entendons construire, qui passera aussi nécessairement par de prochains temps forts spécifiques dédiés à la Fonction publique.